

«Grizzly Steppe» : les dates pour comprendre l'affaire du piratage présumé russe

- Par [Guillaume Descours](#) , AFP, AP, Reuters Agences
- Mis à jour le 30/12/2016



Barack Obama a ordonné jeudi l'expulsion de 35 agents russes que les États-Unis soupçonnent d'être impliqués dans un piratage informatique qui aurait eu une incidence sur la présidentielle de novembre. Le Kremlin a réagi quasi immédiatement. Pour ceux qui n'ont pas suivi, Le Figaro rembobine.

De quoi parle-t-on?

Les États-Unis accusent la Russie d'avoir orchestré des piratages informatiques aboutissant au vol et à la publication de milliers d'emails de responsables démocrates et perturbant l'élection présidentielle aux États-Unis.

Quand a débuté ce piratage présumé?

Le scandale éclate en juin 2016. La société de sécurité informatique privée **CrowdStrike** révèle que deux groupes de pirates, **Fancy Bear** et **Cozy Bear**, ont pénétré le système informatique du parti démocrate américain. Des attaques menées en deux temps. À l'été 2015 tout d'abord puis au printemps 2016. Elles ont permis de récupérer des milliers de dossiers et notamment des emails. Selon CrowdStrike, ces deux groupes de hackers sont liés à la Russie. Cozy Bear travaillerait pour les services russes de renseignement militaire (GRU) et Fancy Bear pour les services spéciaux russes (FSB).

» [Obama demande à déclassifier des documents sur les cyberattaques russes](#)

• WikiLeaks publie des emails du parti démocrate

Le 22 juillet, seulement un mois après que le piratage présumé a été révélé, le site de Julien Assange, **WikiLeaks**, révèle près de 20.000 courriels internes du parti d'Hillary Clinton. C'est

le début d'une longue série de révélations du site qui vont déséquilibrer la campagne de la candidate. Ces courriels révèlent notamment certaines stratégies de communication visant à détourner l'attention de la polémique sur [les e-mails de l'ex-secrétaire d'État](#). Parmi ces stratégies, son positionnement concernant [le projet d'oléoduc Keystone XL entre le Canada et les USA](#) ou encore son hésitation à soutenir une loi séparant les banques commerciales et d'investissement chère à Bernie Sanders, qui a fini par rallier le camp de la démocrate.

» [Calculs, hésitations: WikiLeaks publie de nouveaux e-mails de l'équipe Clinton](#)

• **Les renseignements américains dénoncent l'implication de la Russie**

Le 7 octobre, les 17 agences américaines de renseignement concluent que le piratage a été orchestré à partir de la Russie. [«Ces vols et ces piratages ont pour but d'interférer dans le processus électoral américain» alors que les États-Unis sont en pleine campagne présidentielle](#), indiquent le département de la Sécurité intérieure et la direction des agences américaines de renseignement. «Nous pensons, compte tenu de l'étendue et de la sensibilité de ces initiatives, que seuls des hauts responsables russes ont pu autoriser ces activités». La Russie dément, évoquant des accusations «non fondées».

» [Donald Trump jette le discrédit sur la CIA](#)

• **Le Congrès américain demande une enquête**

Le 12 décembre, [le Congrès](#), soutenu par la Maison-Blanche, annonce le lancement d'une enquête parlementaire sur les ingérences russes dans l'élection américaine. Quelques jours plus tôt, le *Washington Post* citait un document de la CIA dans lequel cette dernière affirme que la Russie est intervenue pour faire élire Donald Trump et pas seulement pour troubler le bon déroulement du scrutin.

• **Barack Obama annonce expulser des diplomates russes**

[Dans un rapport rendu public le 29 décembre](#), l'Agence de renseignement américaine et le département américain de la Sécurité intérieure détaillent les techniques de piratages employées au cours de l'opération «Grizzly Steppe» par les pirates pour se procurer des dizaines de fichiers du parti démocrate. Dans la foulée, le président Obama annonce que «35 agents de renseignement russes», des responsables en poste à l'ambassade de Russie à Washington et au consulat russe à San Francisco, sont déclarés «persona non grata». Ils ont 72 heures pour quitter les États-Unis indique [la Maison Blanche dans un communiqué](#).

Obama annonce aussi des «sanctions» contre «neuf entités et individus», notamment le FSB et le GRU. Ces deux dernières entités sont les poids-lourds de la liste d'Obama. Le GRU est accusé par la Maison-Blanche d'avoir «falsifié, altéré (...) des informations avec l'objectif ou pour effet d'interférer dans le processus électoral américain en 2016» et le FSB est soupçonné d'avoir «aidé» le GRU dans cette opération.

• **Vladimir Poutine reste de marbre**

Vendredi 30 décembre, Vladimir Poutine a refusé la proposition du chef de la diplomatie Sergueï Lavrov, qui préconisait d'expulser 35 diplomates américains. «Nous n'allons expulser personne», a assuré le président russe. La Russie se réserve toutefois «le droit de prendre des mesures de rétorsion», et «restaurera les relations russo-américaines au vu de ce que sera la politique du président américain élu Donald Trump», a-t-il précisé.

De son côté, le clan Trump a fortement critiqué les décisions prises par l'administration de Barack Obama. Une proche conseillère du président élu des Etats-Unis Donald Trump, Kellyanne Conway, a estimé que l'objectif du président sortant était de «coincer» son successeur à la Maison-Blanche. «Je ne pense pas qu'au plus fort de la Guerre froide ce pays ait expulsé autant d'agents», a déclaré sur CNN Kellyanne Conway, qualifiant ces sanctions de «sans précédent». Elle n'a cependant pas précisé si le futur président allait lever les sanctions contre Moscou après sa prise de fonction. Ce dernier n'a lui pas voulu faire de commentaire. Il a seulement précisé qu'il rencontrerait les services de renseignements américains la semaine prochaine pour faire le point sur l'affaire.